



PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ,

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE,
AVEC LE SYNDICALISME,
LES CONCERNÉS COMME FORCES DE PROPOSITIONS :

Chômeurs, précaires, exclus PRENONS LA PAROLE !

Conseil régional Rhône-Alpes, samedi 29 novembre 2008

2 millions d'enfants pauvres en France en 2008
3,5 millions de personnes vivant avec les minimas sociaux
(moins de 600 euros)
1,14 millions d'allocataires du RMI (447 euros par mois)

PAUVRETÉ: UNE RÉALITÉ

La pauvreté n'est pas un phénomène naturel, et surtout pas une fatalité. C'est le produit d'un système économique basé sur l'exploitation du travail.

Quand un grand patron fait couler son entreprise, pour cause de rentabilité insuffisante, il reçoit des indemnités de licenciement exorbitantes, les fameux " parachutes dorés " .

Quant aux chômeurs, privés eux de leur emploi, ils sont traités comme des " assistés ", parce qu'ils bénéficient d'une indemnité de chômage* dont la durée et le taux sont constamment remis en cause par le syndicat des patrons, le MEDEF.

* **Une indemnité de chômage** : c'est l'argent que les chômeurs avaient eux-mêmes socialisé par leurs cotisations quand ils avaient un emploi et qu'ils continuent de cotiser à travers leurs indemnités - mêmes.

6 millions d'euros :
un parachute doré de grand patron
soit : **399** années de SMIC
(calculées en brut).

octobre 2008 :
170 252 chômeurs
en région Rhône-Alpes

Voilà aujourd'hui le visage de la pauvreté en France...

La baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du coût de la vie, des loyers, de la nourriture, des soins, de l'éducation, des transports, pénalisent les salariés, les retraités et surtout les chômeurs, et les plus démunis.

Le seuil de pauvreté en France est défini à 817 euros par mois mais la réalité est toute autre :



Alors que le coût de la recherche d'emploi est estimé à environ **400** euros par mois, le privé d'emploi doit choisir entre manger, se loger, se soigner, ou chercher du travail...

Et pourtant, il y a de l'argent dans notre pays. C'est le fruit du travail de millions de salariés. De cet argent les travailleurs en sont dépossédés.

La preuve en est la crise financière. Il y a peu de temps, le gouvernement nous disait que les caisses étaient vides. Mais il vient de nous démontrer en injectant des milliards dans l'économie du gâchis, que les coffres étaient pleins.

D'où vient cet argent ? Il vient, de l'exploitation de chacun d'entre nous. Et la part qui devrait nous revenir est engrangée par les profiteurs...

Des millions de cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages les plus fortunés. Le bouclier fiscal de 2007 : 15 milliards de cadeau pour les riches. Et pour finir, les 360 milliards d'euros trouvés (...) pour sauver les banques !

- **6** demandeurs d'emploi sur **10**
ne perçoivent aucune allocation.
- Les primo-demandeurs d'emploi
et ceux qui n'ont pas suffisamment
cotisé n'ont pas droit à une
allocation



Nous ne devons pas payer leur crise !

TRAVAILLEURS SALARIÉS PAUVRES !

- ♦ Déréglementation générale du travail
- ♦ Temps partiel généralisé
- ♦ Allongement du temps de travail (travail le dimanche, semaine de 60 heures, retraite à 70...ans)
- ♦ Suppression des cotisations sociales pour l'employeur,
- ♦ Mise en concurrence des salariés à l'échelle de l'Europe et du monde pour faire baisser les salaires
- ♦ Délocalisation des entreprises dans les pays où la main d'œuvre est toujours moins chère du fait de l'absence de sécurité sociale, absence de retraite et de droit syndical...

La logique du patronat ne change pas :

Ne jamais payer le travail à sa vraie valeur et nous faire croire, à grand renfort de communication :

- ♦ Que les responsables du malaise ce sont les plus pauvres qui "coûtent cher à la société"
- ♦ Que ce sont les cotisations sociales versées par les patrons qui font couler les entreprises ...

Ce ne sont plus uniquement les chômeurs qui se voient touchés par la pauvreté ; c'est une immense partie des salariés. Il faut "discount" au quotidien, ses achats au bas des rayons 1er prix, mal bouffer, mal se soigner, mal s'éduquer et cela, pour survivre.

Les contrats journaliers s'accumulent, sans garantie pour le lendemain. Individualisés, sans garantie collective, toujours à boucher les "trous" des CDI supprimés.

ET L'ANPE...

L'ANPE...(qui devient : " Pôle emploi") n'a pas plus de solution valable, ni en terme de formation, ni en terme de moyens financiers, ni en terme d'emploi stable.

Les chômeurs sont incités à créer leur " entreprise " sous le slogan :

" Soyez votre propre patron ! "

Mais avec les situations économique et financière actuelles, certains travailleurs indépendants font les frais de ce mirage de la création d'entreprise. Ils vivent souvent en dessous du seuil de pauvreté tout en ayant perdu le droit à toute indemnité de chômage...

Nous combattons l'affaiblissement du droit du travail par les attaques patronales et politiques. Nous dénonçons l'exonération des cotisations patronales et des contrats aidés, qui n'alimentent plus la fiscalité locale, privant les communes des moyens d'actions sociales et économiques. Nous refusons le pompage de l'argent des Assedic... pour - une fois de plus - recapitaliser les entreprises !

Voilà quelques facettes de la politique salariale de l'Etat français

UN STOCK !

Voilà ce que sont les chômeurs et les précaires.

Une armée de réserve, souvent qualifiée d'inemployable, mais toujours corvéable à souhait.

Un prolétariat maintenu volontairement dans sa condition de pauvre dont le système a besoin pour tirer les salaires à la por-

tion congrue, pour faire baisser le coût de l'emploi.

En effet comment se défendre face à un employeur qui vous exploite et quand deux millions d'ouvriers, qualifiés, diplômés attendent pour prendre et reprendre la place !

Les contrats précaires, " l'offre raisonnable d'emploi ", la suppression des ANPE au profit d'un " pôle emploi " qui concentrera les pouvoirs d'organisme payeur et recruteur, sont pour nous de la poudre aux yeux, pour escamoter la véritable question du travail dans ce pays.

DES PRÉCAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE...

se ramassent à "l'appel" comme dirait la chanson !

Les "emplois jeunes" créés en 1998, ont ouvert la voie à une précarisation sans précédent de l'emploi dans les fonctions publiques d'état et territoriales.

Bas salaires pour tous ! L'Etat et les collectivités se payent des emplois pour par cher, avec des cotisations minimales, excluant de facto le recrutement de milliers de postulants âgés de plus de 26 ans, diplômés et expérimentés. C'est ainsi que, selon les catégories de recrutement, ont fleuri les EVS, CES, CAV, CAE, CDD de 3 ans puis 1 an, puis six mois. Ces modes de recrutement sont la composante indispensable de la variable d'ajustement des gouvernements de gauche et de droite, prônées par le MEDEF.

La conséquence de cette politique : Ces dispositifs ne concernant initialement qu'une petite fraction de demandeurs d'emploi (en l'occurrence les jeunes) s'est étendue aujourd'hui à toutes les tranches d'âges et toutes les catégories des travailleurs, officialisant ainsi **la précarité permanente.**

SORTIR DE LA PAUVRETÉ ET DE LA PRÉCARITÉ

❶ L'EMPLOI



Les attaques contre les droits des travailleurs doivent nous alerter et nous inciter à réagir tous ensemble.

Nous affirmons que le plein emploi pour tous, avec une rémunération décente est possible.

Il est possible de transformer les contrats précaires en contrats stables.

Il est possible de stopper les licenciements.

Pour cela, nous devons avoir le courage de consacrer les profits des entreprises, à l'assurance chômage, à la santé, à la vieillesse...

Nous devons dénoncer l'humiliation des privés d'emploi dans les ANPE, et leur culpabilisation au quotidien. Ainsi que leur désignation comme des fainéants.

Il faut redonner à l'ANPE sa véritable fonction de service public.

❷ LE LOGEMENT

50 000* demandes de logement social non satisfaites dans le département du Rhône, soit deux ans d'attente au moins, avant d'avoir une réponse.

Cette situation est révoltante.

Le droit au logement est un droit fondamental pour que chacun vive le présent et envisage son avenir avec confiance.

La spéculation immobilière privilégie la construction privée au détriment du parc social.

Il faut la création d'un véritable service public du logement avec des loyers sociaux ne dépassant pas 20 % du salaire.

Il est intolérable d'assister au bradage du parc public de logement, tout comme à l'instrumentalisation du ex-1%, réduit à 0,43%, par les patrons, dont le seul but est toujours l'augmentation de leurs profits.

Il faudra bien avoir le courage de réquisitionner les milliers de logements, laissés volontairement vides par les spéculateurs immobiliers, dans le seul but d'alimenter leur profit.



❸ LA SCOLARITÉ

Après la privatisation rampante des universités, c'est au tour des lycées. Le droit à l'enseignement pour tous est gravement mis en cause. Seuls 8% des enfants d'ouvriers arrivent en première année universitaire.

80 millions d'euros partent tous les ans au financement de l'école privée.

L'école doit avoir comme but de donner à chacun sa chance de s'émanciper et de s'affranchir. La conquête de la liberté passe par l'instruction et l'éducation.

L'enseignement doit être laïc, public et gratuit.

11 milliards d'euros de trou de la sécu dus à l'exonération des cotisations patronales. Une vérité soigneusement cachée. En aucun cas les malades ne sont la cause de ce déficit.

❹ LES DISCRIMINATIONS

Jeter dans la guerre permanente les "petits contre les petits", voilà le jeu attisé par tous les mécanismes de la société libérale. Favoriser les discriminations et la peur de " l'autre ", de l'étranger, ce sont des stratégies très finement organisées par le capitalisme, avec la mise en concurrence des travailleurs.

On ne peut redouter comme un danger, celui qui vient d'ailleurs, alors que nous sommes tous dans la même condition sociale.

Nous affirmons que l'action syndicale est là pour unir dans un même combat, quelles que soient leurs origines, ceux qui sont victimes des oppressions.

❺ LA SANTÉ

Il est inhumain de penser que les lois du marché régissent l'accès aux soins et conditionnent la survie de chacun d'entre nous. Le déremboursement de nombreux médicaments, les franchises médicales ou encore la fermeture d'hôpitaux sont le résultat d'une politique qui cherche à casser la solidarité.

Il faut refuser la mise en concurrence des hôpitaux, ainsi que la disparition de la sécurité sociale au profit des assurances privées.

La sécurité sociale est un droit que nous les travailleurs, avons durement conquis. Sa suppression entraînerait une logique de transfert de charges sur les patients avec l'accentuation des diverses taxes et franchises, alors que les laboratoires enregistrent des bénéfices records.

La santé est un droit inaliénable elle ne devrait pas être l'objet d'un juteux commerce...



**Chômeurs & précaires organisés
dans la confédération générale
du travail, nous portons la CGT
en lettres d'or sur un beau dra-
peau rouge**

Pour que nos enfants vivent l'abolition du chômage !

CLIN D'ŒIL...

POURQUOI UN SYNDICAT DE CHÔMEURS ?

Nous nous sommes fixés pour objectifs de rassembler et de défendre les intérêts de toutes les personnes touchées par la privation d'emploi ou par la précarité.

Chômeurs et précaires nous retrouvons notre dignité à travers l'action et la réflexion collectives.

A ce quelqu'un qui n'a plus droit à rien, qui est viré de partout, culpabilisé par tous et qui a l'existence sociale précaire, notre organisation donne au moins un droit : celui d'être égal aux autres.

S'organiser sert à gagner des droits.

Les plus démunis, les plus isolés, les plus marginalisés, peuvent au travers de leurs organisations tenir un front unitaire qui leur permet d'avoir une parole et de peser dans les décisions.

Le combat organisé c'est notre façon de faire entendre notre voix, pendant que le patronat et les représentants syndicaux négocient la nouvelle convention d'assurance chômage.

Nous revendiquons pour tou(te)s les privé(e)s d'emploi, et les précaires, la possibilité d'agir :

Combattre pour un droit à un vrai service public de l'emploi et de la formation

Combattre pour faire reconnaître ses droits

Combattre pour accéder à un emploi stable et bien rémunéré

Combattre pour le droit à la culture et aux loisirs pour tous

LA COTISATION ASSEDIC DÉTOURNÉE DE SON OBJET...

L'UNEDIC n'échappe pas aux dommages collatéraux de la crise financière.

Dans un communiqué daté du 10 octobre, la CGT a désapprouvé " avec la plus grande vigueur, la décision de la Direction de l'UNEDIC avec l'appui d'une majorité des membres du bureau, de reporter l'appel de cotisation de deux mois pour les entreprises de moins de 10 salariés et d'un mois pour celles de 11 à 50 salariés. L'UNEDIC aurait alors recours à un crédit de 1,5 milliard d'euros pour pallier aux manques de rentrées de cotisations, dont les intérêts liés aux prêts pourraient atteindre 12 millions d'euros, avec comme conséquence d'en supporter les frais financiers. Cette mesure présentée comme une aide aux PME, consiste à faire jouer l'UNEDIC, organisme de gestion de l'indemnisation de chômeurs, un rôle de substitution aux banques. Les cotisations sont détournées de leur objet. Elles continueront d'être payées par les salariés et les entreprises s'en serviront pour leur propre trésorerie. "

Elections prud'homales le 3 décembre

chômeurs-précaires

**ADHÉREZ
À LA CGT**

**N'attendez plus.
Rejoignez-nous !**

**Syndicat des privés d'emploi
et précaires CGT - Rhône**

UL CGT 1-2-4 arr.

31 rue Quivogne

69002 Lyon

Permanences le jeudi après midi

mail : pepsy.cgt69@wanadoo.fr

site : www.cgtpep69.com

Pour s'inscrire à la journée :

**PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ,
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE
POUR QUEL CHANGEMENT ?**

qui aura lieu le 29 novembre 2008 à
Charbonnières les Bains (69)

Contactez :

CGT Rhône-Alpes

Martine VALLA

martine.valla@wanadoo.fr

Tél : 04 72 60 53 13